

ACCUSONS LE CAPITALISME



Union des Révolutionnaires-Communistes de France

CONSTRUCTION DU PARTI

LA SOCIAL-DEMOCRATIE, POUR LE CAPITAL, CONTRE LE TRAVAIL !

Le gouvernement social-démocrate vient d'ajouter un nouveau plan d'austérité qui aggrave les mesures précédentes avec le « Pacte national pour la croissance, la compétitivité, l'emploi ». Autant de termes, autant de leurres, à commencer par le mot « pacte », puisque la décision a été prise unilatéralement par le « mécanisme unique » monopoles/PS.

Cette décision nous renvoie à la nature de classe de l'Etat qui assure le pouvoir (dictature) aux grandes entreprises via le consensus et l'alternance entre les deux principaux partis du Capital, l'UMP et le PS. Dès le 1^{er} mai, l'URCF avertissait que la social-démocratie aux affaires poursuivrait la mise en œuvre de la stratégie du capital financier : faire payer sa crise par les travailleurs et ainsi réaliser le profit maximum.

A ceux qui voulaient sanctionner à juste titre Sarkozy pour sa politique antisociale et anti-ouvrière, l'URCF ajoutait « demain il faudra dégager Hollande », pour la simple raison fondée sur l'expérience historique de la social-démocratie au pouvoir, comme force gérant loyale-

ment le capitalisme.

La nature de classe du PS apparaîtrait avec force lorsqu'elle confie à un grand commis des multinationales, L. Gallois, le soin de tracer la stratégie gouvernementale, ce qui engendre une politique pour la seule satisfaction du grand capital.

L'analyse du Pacte

Un « effort » supplémentaire (Ayrault) de 20 milliards d'euros est demandé aux travailleurs afin d'alimenter les caisses des entreprises. Ayrault annonce aux entreprises « Concourir à la compétitivité de l'économie nationale par la modération de leurs coûts ». Le journal de la majorité présidentielle « Libération » écrit : « Voilà les marchés financiers, le FMI, la commission européenne rassurés ». Le gouvernement invoque son « courage » mais le courage ce n'est pas d'appliquer les directives de la classe capitaliste mais de la combattre jusqu'à son renversement. Le

« Pacte » va accorder à toutes les entreprises 20 milliards de crédit d'impôt indexé sur la masse salariale jusqu'à 2,5 fois le SMIC (soit 85 % des salariés), plus les sociétés auront de salariés compris dans cette fourchette, plus elles toucheront. Et cela sans aucune contrepartie. C'est une incitation à « contenir les salaires », mesure qui s'ajoute aux exonérations de cotisations sociales entre 1 et 1,6 du SMIC. Cet énième plan d'aide au capital va être financé par la hausse du taux normal de TVA qui passe de 19,6 % à 20 % ; par la hausse du taux réduit de TVA de 7 à 10 % (bâtiment, restauration). Ayrault a précisé que la TVA sur les produits de première nécessité baisserait de 0,5 % soit 800 000 euros. Cette somme pèsera peu par rapport aux 6,3 milliards payés par les travailleurs avec les nouveaux taux.

Ces mesures satisfont les exigences patronales et vont aggraver l'austérité puisque la baisse du « coût » du travail est évaluée à 6 %. La hausse de la TVA reprend sous une autre forme la « TVA sociale » chère à Sarkozy, abrogée en juillet ! Frappant davantage les couches populaires, la TVA est l'impôt

le plus injuste. Le « pacte » va aggraver la crise du logement, entraîner la hausse des prix et l'inflation. La perte du pouvoir d'achat engendrée par cette seule réforme est évaluée à 300 euros en moyenne par an, ce qui ne manquera pas d'aggraver la crise de surproduction et la sous-consommation des familles modestes, phénomènes propres au capitalisme. D'autant que les 10 autres milliards finançant le « pacte » vont se trouver dans « la réduction des dépenses publiques », amenuisant toujours plus les services de santé, de transport etc.

Le gouvernement reprend l'antienne classique sur la « création d'emplois » (ici 300 000) : tromperie, où sont passés les 2000 milliards d'aides et d'exonérations diverses au Capital depuis une décennie ? Dans les poches des oligarques pour les investissements boursiers.

Enfin le développement de l'apprentissage de 450 000 à 500 000 bénéficiaires s'inscrit dans la volonté du capital d'attaque permanente contre les lycées professionnels, dans sa main mise directe sur la formation, dans l'existence d'une main d'œuvre sous payée.

Forgeons la riposte pour refuser l'austérité

De telles mesures violant les maigres engagements de Hollande sont possibles, en raison de la domination du syndicalisme d'accompagnement

et de collaboration de classe. Alors que le MEDEF exprime sa satisfaction, les centrales s'alignent sur les choix gouvernementaux « *Plutôt satisfait... hausse raisonnable de la TVA* » (FO) ; « *Le crédit d'impôt est une bonne idée* » (CFDT), « *Les 20 milliards de crédit d'impôt accordés aux entreprises, financés par les consommateurs vont s'ajouter aux dizaines de milliards d'exonérations de charges (mais) ce choix est judicieux* » (CGT) (Le Monde 8/11)

En Grèce, Espagne, Portugal, les travailleurs combattent l'austérité par des grèves générales. En France, il est de bon ton d'ironiser sur cette forme de lutte, la grève générale n'impose pas automatiquement les reculs du pouvoir et du capital, mais son refus assure inévitablement la défaite ! La bataille qui s'engage nécessite de cibler le capital, son gouvernement mais aussi les Etats-majors de la résignation, tout doit partir de la base afin que le mécontentement des travailleurs débouche sur l'action syndicale continue. La journée internationale de lutte contre l'austérité doit constituer le coup d'envoi des grèves et manifestations.

La riposte politique doit fédérer toutes les énergies anticapitalistes, tous ceux qui veulent en finir avec la politique d'austérité du capital, de la réaction, de la social-démocratie. La solution ne réside pas dans un aménagement prétendument social et humain du capitalisme comme le préconisent les réformistes, mais dans le combat fédérant les luttes pour les revendications quotidiennes pour faire payer la crise par le capi-

tal, à la lutte générale pour renverser historiquement le capitalisme. Le système d'exploitation a fait son temps, le caractère parasitaire de l'oligarchie financière éclate quand tout en vantant la propriété privée capitaliste des moyens de production, cette dernière recourt au pillage de l'argent populaire pour assurer les investissements et les emplois de « ses » entreprises. Forger le rassemblement anticapitaliste syndical et politique, fonder un parti communiste réellement marxiste-léniniste, telle est l'exigence pour mettre fin à l'hégémonie de la social-démocratie principal outil de défense du capitalisme dans les couches populaires ce qui conduit le mouvement populaire d'impasse en impasse ! En ces jours où nous commémorons le 95ème anniversaire de la Révolution socialiste d'octobre 17 conduite par le parti communiste Bolchévick de Lénine, plus que jamais reste d'actualité le combat révolutionnaire pour le pouvoir ouvrier et le socialisme !

Déclaration du Comité central de l'URCF. 8 novembre 2012



Qu'est-ce que l'URCF ?

L'Union des révolutionnaires-communistes de France » est une union à l'échelle de tout le pays, de militants communistes engagés autour de l'objectif de construction d'un nouveau et authentique P.C. continuateur du PCF (révolutionnaire) mais critiques et en rupture avec son héritage négatif, réformiste et révisionniste.

Organisation marxiste-léniniste, l'URCF mène un combat quotidien contre le capitalisme, pour la défense des revendications sociales, pour les droits et libertés démocratiques.

L'URCF défend la solidarité internationaliste, s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la solidarité avec les peuples en lutte de la Palestine à Cuba socialiste, la lutte contre les fauteurs de guerre impérialistes.

L'URCF agit pour que la France se retire des instances impérialistes : OTAN, Union européenne, se prononce pour l'autodétermination des peuples néo-colonisés.

Les 200 thèses pour une identité communiste sont le fondement même de sa ligne politique. Le programme de l'URCF est publié sous le thème, Le socialisme: seule alternative au capitalisme! Avec la campagne " Accusons le capitalisme " dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

Pour l'URCF, il faut une seule organisation Communiste en France. C'est pourquoi nous travaillons à l'unification du mouvement communiste. Ensemble, construisons le Parti dont les travailleurs ont besoin pour préparer une nouvelle révolution française anticapitaliste et socialiste !



LISEZ INTERVENTION COMMUNISTE

Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an : 19 €, Etudiants : 10 €, Privés d'emploi : 9 €, Soutien : 30 €

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Ville: _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084
75862 PARIS cedex 18

Notre site www.URCF.net

Ne pas jeter sur la voie publique. Imprimé par nos soins.